



Principaux résultats

S'il n'y a pas de débat en France sur les déserts informationnels, la question de la concentration des médias est, elle, très présente dans l'espace public. Cependant, et curieusement, les médias locaux en sont le plus souvent absents, alors même qu'ils représentent le secteur médiatique le plus concentré du pays.

La France étant un pays très centralisé, la notion de « média local » n'y est pas officiellement définie, on va donc considérer comme tel tout média dont le territoire de diffusion et/ou d'informations couvertes ne recouvre qu'une partie du pays. **Les médias communautaires** n'ont aucune existence légale, seuls les médias associatifs sont reconnus.



Même si la question n'est que peu abordée dans les débats publics, il est clair que le principal acteur de l'information locale en France, la Presse Quotidienne Régionale, est en déclin constant depuis plusieurs années.



Plus de **100 agences locales des titres de la PQR** ont ainsi **fermé** leurs portes durant les 10 dernières années, la plupart dans les zones rurales, fragilisant ainsi la qualité de l'information dans ces territoires.

Une longue tradition française d'aide aux médias.

En France, le secteur des médias et singulièrement celui de la presse bénéficie d'aides importantes de l'État.

Il existe ainsi des aides pour les médias d'information sociale de proximité (1,8M d'euros en 2021), des aides spécifiques pour les titres ultra-marins (2 M) et un fond de soutien pour les radios associatives (32M en 2021 partagés entre 720 radios).

Cependant **les grands groupes de presse régionaux continuent à capter la plus grande part des aides directes et des aides à la distribution** (les 12 principaux groupes se partageaient 24 M d'euros en 2021).

Les conditions de travail des journalistes



Les journalistes de la presse locale sont généralement payés **moins** que ceux de la presse nationale.



Les CDI sont toujours majoritaires pour les journalistes locaux mais **les contrats précaires** et en particulier les stages de longue durée sont en constante augmentation.



Plus de la moitié des 432 **incidents** liés à la sécurité des journalistes répertoriés par le Mapping Media Freedom de 2018 à 2023 concerne des journalistes locaux.

Cela s'explique en partie par leur proximité avec les individus et les organisations impliqués dans les sujets traités et par leur visibilité dans les communautés locales.

Coup de projecteur sur l'inclusivité

Bien qu'il n'y ait pas de reconnaissance officielle des minorités ethniques ou culturelles en France, **la radio et la télévision publiques** diffusent quelques programmes de divertissement et d'information **dans les différentes langues régionales du pays**.

Cependant, aucun programme dans les langues de l'immigration n'existe sur le service public de radiodiffusion français.

Les langues parlées par les populations immigrées sont essentiellement présentes sur les radios associatives (par exemple *Radio Gazelle* à Marseille ou *Radio Orient* dans plusieurs villes de France et en ligne) ou sur les médias produits à l'étranger, qui sont désormais facilement accessibles via l'internet ou le satellite.

Date de publication 28.02.24



Accédez
au rapport
complet
avec les
sources

